

Par ailleurs, en janvier, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures Joe Clark a rencontré à New York le Secrétaire général des Nations Unies, M. Perez de Cuellar, avant le départ de celui-ci pour Bagdad, afin de lui proposer au nom du Premier ministre un plan de paix en quatre points :

- i) une garantie internationale que toutes les frontières de la région seront protégées d'une attaque;
- ii) la mise en place d'un processus de règlement des différends entre l'Iraq et le Koweït, bilatéralement ou en faisant appel, d'un commun accord, à un forum international approprié;
- iii) la création d'une force de maintien de la paix dans le cadre d'un système de sécurité plus large pour la région;
- iv) la mise en place d'un processus visant à régler les autres questions du Moyen-Orient.

Mais la réponse de Saddam Hussein au Secrétaire général des Nations Unies est demeurée la même : pas de retrait du Koweït.

Le 16 janvier, à l'expiration du délai prévu par la résolution 678, les forces de la coalition ont entrepris de libérer le Koweït des troupes d'occupation iraqiennes. La coalition aurait-elle dû attendre plus longtemps et donner plus de temps aux sanctions? Il s'agit d'une question judiciaire, mais de très bonnes raisons justifiaient le recours à la force.

Pendant les 168 jours qui se sont écoulés entre l'adoption de la première résolution des Nations Unies, le 2 août, et la date limite du 15 janvier, Saddam Hussein a :

- concentré massivement ses troupes au Koweït, qui sont passées de 160 000 hommes et 1 400 chars d'assaut en septembre à plus de 550 000 hommes et 3 500 chars actuellement;
- érigé de vastes positions défensives au Koweït, ce qui rend la tâche de la coalition de plus en plus difficile. L'armée iraqienne construit chaque jour de gigantesques ouvrages de terre, des fortifications en béton armé, des tranchées incendiaires où brûler du pétrole ainsi que des routes et des réseaux de communication pour les renforts; elle a aussi placé jusqu'à un demi-million de mines terrestres le long de la frontière avec l'Arabie saoudite;